

Le Louisianais.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET CAMPAGNARD.

VOL. XIV.

PAROISSE ST. JACQUES, LOUISIANE, SAMEDI 17 AOUT, 1878.

NO. 42.

LE LOUISIANAIS.

JOURNAL OFFICIEL

—DE LA—

Paroisse St. Jacques.

PUBLIE CHAQUE SAMEDI DANS LA

Paroisse St. Jacques,

Convent P. O.,

Louisiane.

J. GENTIL,

EDITEUR ET REDACTEUR.

Abonnement:

\$5,00 PAR ANNEE.

PAYABLE D'AVANCE.

PRIX DES ANNONCES:

Par carré de 10 lignes, ou moins, première insertion, \$1.00.

Par carré de chaque publication subséquente, 75.

Les communications de nature personnelle et les avis à l'année se régleront de gré à gré avec l'éditeur.

AGENTS DU LOUISIANAIS.

New-Orléans.—A. G. Romain, Tchou-pitoulas St., No. 15.

St. Jacques, St. Jean-Baptiste, Iberville, Assomption et Ascension.—Just Comès, Donaldsonville.

Lafayette, Attakapas.—Edouard E. Monton.

New-Ibérie.—Vacherie.—Morris Feitel.

LES PARTIS.

I.

L'on vient de voir, par les dernières élections allemandes, que l'empire du vieux Guillaume est un pays singulièrement divisé.

Car vous comptez en Allemagne au moins huit partis politiques en ligne de bataille, et si vous ne buvez pas de *lager* à Berlin ou ne mangez point de choucroute à Mayence, vous ne perdez volontiers dans la nomenclature des partis qui se disputent l'honneur de gouverner la puissante Allemagne.

Vous comprenez peu, ou vous ne comprenez point.

Il faut être sur les lieux pour comprendre à peu près.

Il en est de même de la philosophie allemande, qu'on dit très savante, sans doute parce qu'elle est très obscure. Obscurité et science sont synonymes en certains pays.

Mais si l'Allemagne, avec ses nombreux partis, se croit près de l'unité, elle se trompe assurément. Il y a division profonde dans ses idées, dans ses sentiments et dans ses intérêts. Que si sa machine politique et sociale, horriblement compliquée, semble fonctionner avec un peu de méthode et d'ordre, il faut voir dans ce fonctionnement plutôt le principe de la force que le principe de la liberté. Et vous savez bien que les machines de ce genre, ordinairement privées de soupapes de sûreté, finissent toujours par éclater au moment le plus inattendu.

Mais laissons en paix la puissante Allemagne. Elle a le droit de l'unité aux prises avec ses conservateurs, ses libéraux, ses ultramontains, ses républicains, ses socialistes et le reste. Bismark n'a guère le temps de soufler, et son fils, battu aux dernières élections, n'est pas de taille à dompter et à conduire les bêtes de la ménagerie allemande.

L'Angleterre, comme politique intérieure et comme gouvernement, nous semble dans de bien meilleures conditions. Les partis y sont moins nombreux, et le parlementarisme est la science anglaise par excellence. L'Angleterre, du reste, n'est monarchique que de nom, et ses institutions, acceptées par la grande majorité du peuple, ne sont le point de mire d'aucune violence et d'aucune révolution. La liberté fait la garantie de l'Angleterre, et la lutte anglaise, mesurée, prudente et parlementaire, toujours patriotique, s'accomplit dans les régions gouvernementales, à la Chambre des Lords et à la Chambre des Communes, entre deux partis également soucieux de la loi et de la grandeur du pays, mais jamais dans la rue et jamais par la force. Le triomphe d'un parti sur l'autre ne cause ni étonnement ni bouleversement, et la Tamise, au lendemain d'un changement de ministère, coule aussi tranquillement que la veille. Si Beaconsfield tombait aujourd'hui, et si Gladstone le remplaçait au cabinet, Victoria n'en jouerait pas moins de la harpe, et personne ne parlerait de rendre Chypre à la Turquie.

La France, elle, n'en est pas encore là, et sa forme de gouvernement n'est pas consentie par tous les partis. Mais quand vous voyez tous les partis hostiles à la république forcés de se réunir en un seul, se

nommer le parti du combat, marcher ensemble, monter à la brèche et recevoir une leçon de convenance et d'histoire admirable, vous pouvez croire que la France est pour jamais sortie de la royauté et pour toujours entrée dans la république.

Il est des coalitions qui sont la signification d'une époque. On y voit le présent et on y voit l'avenir. Et quand des royalistes du droit prétendu divin, des monarchistes soi-disant constitutionnels et des bonapartistes ou des impérialistes de coup d'Etat, sous le nom de conservateurs, se groupent et se liguent pour livrer bataille et donner assaut à la république, et n'ont que la honte d'une coalition de mauvaise foi, d'impuissance et de déroute générale, vous pouvez affirmer sans crainte que la république est désormais un fait accompli, un droit consacré et une justice irrévocable. L'ultramontanisme, en ce cas, n'ayant plus rien à ronger, peut se ronger les ongles. Et l'heure est proche en France où les deux partis parlementaires, avoués et reconnus, d'accord avec l'opinion publique et l'intérêt général, seront tous les deux républicains. La royauté sera hors de cause. On sera dès lors *conservateur* selon la formule, selon la constitution, selon le principe démocratique. L'abîme des moyens révolutionnaires aura disparu, et les *progressistes*, hommes de paix et de raison, n'auront pas plus de bonnet rouge que vous et moi.

II.

Nous ne savons pas bien positivement s'il faut deux religions dans une république, ou trois, ou quatre, ou cinq, ou vingt, et si même la pluralité des sectes, dans un pays où l'Eglise et l'Etat sont prudemment séparés et distincts, n'est pas une garantie de liberté de conscience, de tolérance et de paix; mais il est bien certain qu'une république assise, sérieuse, durable et véritablement démocratique, ayant une histoire et des destinées comme celle des Etats-Unis, doit posséder deux grands partis politiques et nationaux.

Il est également entendu que ces deux partis, pour être tels, ne peuvent être que constitutionnels. Celui d'entre eux qui s'armerait contre la Constitution, en voudrait le renversement ou l'amendement radical, substituerait à ses principes connus des principes étrangers, ne saurait être un parti vraiment national. Il mériterait le nom de révolutionnaire. Il faudrait le combattre comme l'ennemi. Il ne pourrait, étant la trahison, nous donner que la guerre civile et ses déplorables conséquences.

Et vous connaissez ces conséquences. Gardons-nous soigneusement de tout ce qui est innovation et révolution. Ne sortons pas des principes qui ont fait cette république et cette démocratie. Ayons soin, surtout et avant tout, de laisser l'Eglise dans le domaine des sciences religieuses et de la liberté individuelle. L'Eglise, très innocente et très belle en dehors de l'Etat, devient laide et dangereuse par son accomplissement avec l'Etat. Quant aux questions sociales, car il y en a partout, et dans tous les temps, ce n'est pas à coup de fusil qu'il faut les résoudre. Le fusil, qui est brutal et ne résout rien, implique la force, l'armée, le militarisme, le écarisme et tout ce qui est la ruine des républiques et des démocraties.

Et, soit dit en passant, quand vous songez à Grant, l'hôte de Bismark, pour la solution présidentielle et éventuelle de demain, vous songez à une solution mauvaise. Jamais soldat n'a résolu un problème politique ou social autrement que par le despotisme. Lisez l'histoire des nations.

Il nous faut donc aux Etats-Unis deux partis nationaux et démocratiques, tous les deux constitutionnels.

Nous les avons eus, nous les avons, et nous les aurons.

C'est par eux que la liberté s'est affirmée, que la démocratie a marché dans le progrès, et que les Etats-Unis sont devenus dans le monde la grande nation que vous connaissez. Un seul aurait été l'impossibilité. Deux sont le mouvement et l'émulation. La lutte est nécessaire entre eux. Car s'il n'entend s'oublier dans le repos et le pouvoir, on marche d'un pas lent et irrésolu, l'autre, plus jeune, plus vif et plus ardent, le force à l'action et au devoir. Et ils peuvent se renverser sans danger. Car si la chute de l'un n'est ordinairement pas sa mort, le triomphe de l'autre est absolument légal. C'est le peuple qui prononce et qui est la véritable souveraineté. Mais il y a impossibilité pour l'un des deux partis nationaux à se maintenir ou à se perpétuer au pouvoir contre la volonté du peuple, comme aussi impossibilité de rester immobile et stationnaire.

Les partis, qui peuvent être im-

muables au point de vue d'un principe, ne sauraient l'être au point de vue du temps et des développements naturels du principe. Il faut bien considérer que nous marchons, que nous grandissons, que chaque jour apporte une découverte et un progrès, que les conditions politiques et sociales d'une nation ne restent point dans une permanence fatale. Hier nous étions huit millions, et nous sommes aujourd'hui quarante millions. L'agriculture, l'industrie, le commerce et l'économie politique, non seulement différent de nation, de celle qui est petite à celle qui est grande, de celle qui est démocratique à celle qui ne l'est pas, mais encore se compliquent et s'étendent chaque jour par un accroissement dans la vie et par un mouvement général dans l'existence des nations. Il suffit d'un rapprochement dans les distances, d'un chemin de fer, d'un télégraphe, d'une découverte, d'un machine, d'un déplacement et d'une migration d'hommes, pour faire surgir soudainement un problème nouveau. Les questions modernes ne sont plus d'un simplicité primitive et naïve, facilement résolues d'un mot, et il faut la science pour leur trouver une solution convenable et satisfaisante. Et les partis, en les méconnaissant, en se renfermant dans un programme d'impossibilité et d'incompétence, se condamneraient inévitablement à la mort. On leur dirait, et non sans raison, qu'ils ont la tête vide, le cœur vide et la bourse vide. Et ceux qui se trouvent dans de semblables conditions, bien qu'ayant été jadis riches, intelligents et généreux, ont droit à la tombe, à la croix et à ce mot latin: *Fuit*.

Un parti qui veut vivre, c'est-à-dire être utile et travailler à la grandeur de son pays, doit marcher avec le temps. S'il croit que les services qu'il a pu rendre le dispensent d'en rendre de nouveaux, et que ces nouveaux services n'en vaudront point de plus nouveaux encore, il se trompe grossièrement.

Il nommera peut-être l'oubli du peuple de l'ingratitude; mais c'est lui, en réalité, qui sera l'ingrat, l'impulsant ou l'égoïste.

III.

Les temps changent, a dit Horace, et *mutantur in illis*, nous changeons avec eux.

Horace, comme homme, comme poète et comme soldat, en sut bien quelque chose. Trouvant son républicanisme trop dangereux et ses armées trop lourdes, il se débarrassa très volontiers de ses armes et de son républicanisme pour courir. Mais il ne saurait venir à la pensée de personne qu'Horace ne soit pas un poète charmant.

Ce n'est pas précisément qu'il y ait grande vertu à chanter la palinodie, et l'on respecte naturellement les hommes terribles dans leur foi et résolu dans leurs convictions. Changer à tout propos, au premier vent qui souffle, servilement ou par intérêt, ce n'est pas le signe d'un caractère honorable et viril. On aime à trouver dans les hommes et les partis une consistance plus grande et une fidélité plus courageuse. Et la presse, par exemple, qui est ou qui doit être la voix d'une opinion ou d'une conscience, s'avilissait assurément à tourner comme l'aile d'un moulin. Le paratonnerre est fier, la grigouette ne l'est pas.

En vérité, il serait peu digne de tourner à tous les vents, de varier sa note à toute heure, et d'être la versatilité constante. Car la raison n'est point une fille folle en ses amours, pèse et décide. Elle se suiciderait par le facile abandon de ses droits et de ses devoirs. Mais si vous croyez que rien ne change, qu'il est des choses et des institutions immuables, et surtout que les changements nécessaires ne s'effectuent point par la volonté des temps et pour le plus grand bien des hommes, c'est que vous éprouvez le besoin de raisonner théocratiquement.

Et il ne faut raisonner théocratiquement que sur Dieu, c'est à dire sur l'immuabilité.

Et encore! Car si nous parcourons l'histoire des nations depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours, nous sommes bien forcés de reconnaître qu'il y a en plusieurs théologies et théocraties, que nombre de religions ont brillé et pâli tour à tour, et que l'humanité, assez vieille pourtant, peu mystérieuse aujourd'hui par le rapprochement des distances, n'en est point encore arrivée à l'unité de foi et d'autel. Il faut même que plus d'un dieu meure et que plus d'un autel disparaisse, comme aussi que plus d'un siècle tombe dans le néant du passé, pour que la majesté unie revête par le christianisme lui-même devienne la réalité évidente et splendide. Il est même des hommes de bonne foi et de sincérité qui prétendent que les religions, elles aussi, n'étant que des politiques rayonnantes et supérieu-

res, obéissent comme le reste à la loi du mouvement, du changement et du progrès, c'est-à-dire du temps. Ils s'autorisent assez logiquement de l'histoire. Et nous ne pouvons guère, heureusement ou malheureusement, leur prouver qu'ils ont tort. Car, à part les religions qui sont mortes par entêtement, par amour de l'immobilisme ou par corruption, en ne prenant que celles qui sont vraies, ou plutôt celle qui est vraie, nous saisissons le développement, l'ancêtre, le perfectionnement et le progrès dans celle qui est véritable. Ce n'est pas seulement la discipline qui se modifie et varie. Le dogme lui-même se surajoute un dogme, et la simplicité primitive, évangélique comme on dit, devient avec les siècles une savante et puissante organisation politique. Bien plus, il faut que le nouveau vienne de cette savante autorité. Car si elle avait le malheur de s'arrêter, de se refuser à la marche et d'abandonner ainsi les esprits à des mains étrangères, comme aussi de rebrousser chemin et de tourner irrévocablement le dos à l'avenir, elle se condamnerait à coup sûr à la mort. On la nommerait vieilleries, monie et néant. Elle n'aurait plus le souffle des grandes choses et des généreux voyages. La langue qu'elle parlerait, étant une langue morte, ne serait point comprise par les générations vivantes et modernes. Ennemie de la science, elle qui fut la science, ennemie de la liberté, elle qui fut la liberté, ennemie du progrès, elle qui fut le progrès, cette religion viderait à plaisir ses temples et se déconcréterait inévitablement de sa gloire. Mais, par contre, si elle s'agrandit, si elle s'éleve, si elle n'est par moins la science que le dogme, si la raison, la liberté et la justice sont satisfaites de ses enseignements et protégées par ses doctrines, vous ne trouverez pas un rebelle sur la terre qui refusera de reconnaître et de saluer sa souveraineté. Elle sera, selon le nom qu'elle s'est donné, catholique, c'est-à-dire universelle. Toutes les autres, plus ou moins erronées et passagères, s'évanouiront devant elle et au rayonnement de ses vérités. Elle restera la seule, l'unique et la vraie.

Mais nous nous sommes quelque peu éloignés de notre texte, et nous sommes maintenant loin de la politique ordinaire et des partis purement politiques.

Nous pourrions nous justifier en disant que tout est dans tout, et que tous sont dans tous; mais nous préférons déclarer simplement que tout marche.

Tout marche.

IV.

L'histoire des partis politiques aux Etats-Unis ne serait certainement pas sans intérêt.

Ne serait-ce pas même l'histoire de ce pays?

Mais si la chose est tentante, elle est longue, et du *fédéraliste* au *républicain*, en passant par la sage perruque des *Whigs* et l'éphémère drapeau du *Know nothing*, il n'y a pas moins d'un siècle d'existence.

Disons seulement—et c'est là une des supériorités de la république sur les monarchies—que pendant les cent années d'existence de cette Union, à toutes les heures de son histoire, il n'y a jamais eu que deux partis politiques et pondérateurs en présence. Le troisième devait se faire du débris des autres et de la disparition de l'un d'eux. Il n'y a eu que la sécession et véritablement révolutionnaire. Et encore! Car l'on peut bien soutenir cette théorie, que deux livres associés peuvent se séparer librement. Il est vrai de déclarer que si l'un des associés voulait la séparation, l'autre ne la voulait pas. Reste à savoir s'il valait mieux se battre, et si toutes les soudures de l'enclume et du marteau sont excellentes.

Mais passons.

C'est du présent qu'il s'agit, et des deux partis en présence, c'est dire de celui qui se nomme *démocrate* et de celui qui se nomme *républicain*. Car le Congrès actuel, expression de la volonté du peuple, nous offre à peine trois ou quatre *independents* fort difficiles à classer, et le Sénat, représentation des Etats fédéralisés, n'a pas un seul *independant* et ne peut pas en avoir un seul.

Mais s'il n'est pas singulier, dans un républicain et une démocratie, que les deux partis de rigueur se nomment *démocrate* et *républicain*, est-il cependant facile de comprendre qu'on puisse être républicain sans être démocrate et démocrate sans être républicain? La logique est faite de ces singularités. Ces deux noms, après tout, ont la logique grammaticale de leurs sentiments et de leurs pensées. On les comprend et ils disent quelque chose au point de vue des principes et des institutions. Ils appartiennent à la langue générale des idées, et leur américanisme est de haut style et de tradition nationale. Il n'en est

point ainsi du mot *schig*, qui n'est qu'un anglais, et du mot *know nothing*, qui sent la société secrète et dit l'ombre. Quant aux mots *national*, *greenbackiste* et *socialiste*, ils sont d'une acception dangereuse ou d'un ordre d'idées par trop limité. Si l'un des deux partis était *national* et méritait exclusivement ce nom, que pourrait donc être l'autre? Quant au *greenbackiste*, qui dit une mesure de finance, il n'est, pas plus que libre-échange, un drapeau tout entier ou un programme complet. Nous avons enfin que le *socialisme* est quelque chose de parfaitement vague, ou qu'une classe seule, avec tous ses droits et toutes ses revendications légitimes, ne saurait sans danger créer un parti dominant et dominant dans l'Etat et dans la République. Au reste, n'y aurait-il point place dans l'un des deux partis existants, sinon dans les deux, pour ce qui est nouveau, nécessaire et légitime? Et la parti le plus intelligent, à l'heure où s'affirme un besoin, n'est-il pas celui qui se montre libéral et généreux? Est-il donc bien difficile, quand on est la démocratie sincère et véritable, de comprendre son principe, son temps et son pays? Ne serait-il pas absurde de se refuser à ce qui est juste et dangereux de se soustraire à ce qui est pressant? Les inflexibles peuvent s'attendre à être brisés et emportés. Que si tel n'est pas leur inévitable sort dans une république sans violence et progressive, ils sont préalablement pris au rebut ou à la quarantaine. Que faire de ceux qui ne veulent rien faire et ne sont bons à rien? La quarantaine les gênerait peut-être et les rendra sans doute au sentiment de la vie, du devoir et du progrès. Et c'est ainsi que le *parti démocrate*, vieux comme Jefferson, converti dans et de gloire, mais endormi dans l'égoïsme d'un pouvoir à peine disputé, s'est vu tout à coup mettre à la quarantaine des malades par un adversaire qui avait changé de peau, d'armes et de tactique. L'adversaire, du reste, était antérieur, parlait bien et revêtait l'armure du jour. N'était-ce pas lui qui était le démocrate vivant, et son républicanisme ne s'affirmait-il point par une doctrine absolument libérale? Washington ne l'aurait pas désavoué dans sa lutte, et Jefferson, qui fut l'ennemi le plus redoutable des servitudes et l'ami le plus clairvoyant de cette république, l'aurait approuvé des deux mains. Car ce parti, qui triompha dans Lincoln et qui se meurt avec Hayes, fut un instant la justice et la vérité de l'Union américaine. Son principe, même en des mains indignes, devait nécessairement triompher.

V.

Le parti *républicain*, triomphant avec Lincoln, se corrompant avec Grant et mourant avec Hayes, aura vécu vingt ans.

Car, quoi qu'il arrive, que le prochain président se nomme Tilden ou se nomme Grant, on peut affirmer que ce parti est bien mort.

Et si la justice de l'histoire veut que vous l'honoriez pour une page éclatante, l'affranchissement de quatre millions d'hommes, la même justice veut aussi que vous disiez ses erreurs, ses abus et sa décomposition morale. Tant qu'il a lutté pour le droit, dans le sens de la vérité et de la démocratie, son rôle n'a pas été sans grandeur et sans éclat. Mais pouvez-vous l'approuver pour son esprit de centralisation, de militarisme et d'aristocratie? Car l'aristocratie, par privilège de monopoles et par accroissement de richesses dans certaines classes, s'est plus développée pendant ses vingt années de pouvoir qu'elle ne s'était développée pendant un siècle! Ne peut-on même pas dire qu'elle lui doit sa création? Car, avant lui, si nous avions des politiciens qui n'étaient pas complètement irréprochables, le politicisme n'était pas devenu une fièvre générale et un trafic universel. Le fonctionnarisme avait encore de la réserve, et le judiciaire de la dignité. Le Congrès était quelque chose, et ses hommes d'Etat, en s'abaissant à de vils moyens, se seraient justement eus déshonorés. Connaissaient-ils une classe de soldats, et de soldats disposés à saluer César? Car les titres militaires, hier un plaisir, sont maintenant quelque chose de plus qu'un honneur. Grant le sait bien, lui qui prend des leçons de Bismark, voit sans chagrin surgir la question sociale, et se dit qu'une époque est nécessaire et réclame en temps de désordres, d'agitations et de révolutions. Il a lu assez d'histoire ancienne et romaine pour ne pas ignorer que Sylla et qu'Octave venaient après les mouvements agraires et les Tibérus Gracchus. Est-ce que le parti républicain, dont il fut l'un des chefs, ne lui a pas préparé la route, et ne voit-il pas, dans les classes enrichies et privilégiées, peu républicaines et peu démocratiques, l'aristocratie et le privilège qui demandent un pou-

voir fort, protecteur et unique? Il n'est pas jusqu'aux quatre millions d'affranchis et de citoyens noirs, qui, dans l'exès de leur reconnaissance ou de leur ignorance, ne soient tous prêts à mettre n'importe quelle couronne sur la tête du singulier personnage qui cause tout bas avec le militarisme, le despotisme et l'aristocratie d'Europe, mais qui passe à côté du peuple sans daigner le connaître et l'interroger. Grant est l'hôte d'une reine, d'un roi ou d'un empereur. Il mange familièrement à la table des têtes couronnées, et cet homme, avec tous les instincts de la gourmandise, à tous les instincts de l'ambition et de la domination. Mais vous auriez tort de ne lui accorder que de l'instinct, et ce demi-muet procède par calcul. Car ce n'est pas le seul amour des voyages qui l'éloigne momentanément de son pays, et le besoin de voir et de se montrer ne domine pas toutes ses pensées. Depuis qu'il a quitté la Maison Blanche des présidents élus, cédant la place à un président douteux, il s'est passé bien des choses en cette république. Et il régit ici une espèce d'anarchie morale qui n'annonce rien de bon. Les partis se dissolvent. Il y a comme une anxiété et comme une inquiétude générale partout. Le mouvement des grévistes, qui a presque été une révolution, a fait surgir un étrange inconnu dans les destinées de la république américaine. Car si vous croyez que la dernière et formidable grève de ce pays, qui fut sanglante et qui fut incendiaire, n'a pas été un événement d'une importance effrayante, vous vous trompez. Cet événement a été capital comme la sécession, peut-être plus dangereuse encore. Car si la sécession, sous le nom de Confédération, fut la guerre civile, la grève a été et est la guerre sociale, la guerre du travail contre le capital, la guerre du pauvre contre le riche, la guerre des classes. Et sachez que ce problème est autrement difficile à résoudre qu'un simple problème politique. Il y a de la misère, du paupérisme et du prolétariat au fond, c'est-à-dire de la colère, de la violence et de l'anarchie. Tout cela n'est guère rassurant. Quand les classes, qui ne devraient que pen ou point exister dans une république et une démocratie, car la république et la démocratie véritables boitent par les classes et tombent par les aristocraties, en viennent aux mains, la lutte est terrible.

Mais Grant se dit peut-être: J'arriverai à temps.

Méfions-nous de cet homme, et croyons bien qu'Hendricks n'a pas tort.

VI.

Si vous prenez Denis Kearney, le *drayman* de San Francisco, pour un agitateur ordinaire et sans portée, vous auriez une épaisse tâte sur les deux yeux.

Tant que Denis Kearney n'a été que l'homme de San Francisco, l'ennemi né et juré des Chinois, le leader local d'un parti d'ouvriers californiens, Kearney a été presque sans importance. On pouvait rire et sourire à son originalité. On devait aussi, en bonne justice, trouver que sa rage anti-chinoise le jetait en dehors des principes américains, et qu'il répondait à la Chine ouverte par les arguments d'une Amérique fermée. Nous ne pouvons pas plus fermer nos portes à l'Asie qu'à l'Europe, et si le commerce est et doit être une source de richesses pour ce pays, que San Francisco soit au Pacifique ce que New-York est à l'Océan Atlantique. Tout ce qui peut venir de la Chine et du Japon ne doit pas être mauvais, et nous n'avons point, pour nos produits et nos échanges, à redouter la concurrence de l'Asie.

Mais quand Kearney a mis le pied dans l'Est, à Boston, à Faneuil Hall, qui fut pour ainsi dire le berceau de la liberté américaine, l'agitateur a pris des proportions plus qu'ordinaires. Car cet homme inculte, irrité, énergique, ambitieux sans doute, mais peuple par son langage et ses mœurs, a trouvé une tribune plus haute et plus retentissante, des auditeurs plus nombreux et moins hétérogènes, un milieu politique et social d'où peut sortir un programme nouveau et un programme armé. Tous les éléments de bien et de mal sont là. Et Kearney, sans détour, sans hésitation et d'une façon parfaitement brutale, a poussé le cri de souffrance et le cri de révolte de l'esclave blanc. Car l'ouvrier de l'Est et du Nord, devant le million, la machine et la fabrique, malgré ses libertés civiles et ses droits politiques, qui ne l'empêchent nullement de mourir de faim, est un esclave à plus d'un titre. A-t-il le toit, le pain et la vie? N'est-il pas, esclave de la machine, impitoyablement broyé par la machine? Son salaire, flottant, insuffisant et baissant chaque jour, ne lui